

II. LA GUERRE 1939-40 SÉJOUR À DAX

Notre cours prit fin le 25 août et au mois de septembre éclatait la seconde guerre mondiale. Mon père, je me souviens, venait de recevoir l'avis de vente du château de la Morlière à un prix très raisonnable et pensant que cette propriété pouvait être un refuge, il avait longuement hésité avant de renoncer à cet achat comme il avait hésité à reprendre l'étude de Maître Helmer de Colmar et à s'installer dans sa superbe maison directoire, dans un quartier central de la ville ; mais ma mère, à l'idée de quitter son potager et son parc fleuri avait fait renoncer mon père à faire le saut. L'une ou l'autre décision aurait changé, ô combien ! la suite des événements et leur déroulement !!!

Mon père, par mesure de sécurité et pour sauver au moins un membre de la famille, m'envoya chez son cousin, François Mora, à Saint-Paul-lès-Dax, avec mon vélo, le portrait de mes deux grand-pères... et une carabine Winchester, qu'il m'avait offerte à cette occasion...

Dès mon arrivée là-bas, en octobre 1939, je m'inscrivis dans l'institution Notre-Dame de Dax, collège diocésain de la région, pour y effectuer la philo, car la section Math-élem n'existait pas, faute de candidat et de professeur.

Le jeudi, jour de congé, était consacré à la PMS (préparation militaire supérieure) à laquelle je m'étais inscrit et qui avait lieu au camp d'aviation de Dax. Ci-contre la villa Mirasol de mes cousins.

Mon oncle François et ma tante Marie étaient des gens sérieux ; je ne sortais jamais au cinéma; dès



la fin de la classe, j'enfourchais mon vélo pour faire les cinq kilomètres et rentrais à la maison pour y travailler.

Un jour, pourtant, je sortis sur les bords de l'Adour pour y rencontrer une jeune fille de mon âge, Margot Elichal, d'origine basque qui habitait non loin de mon oncle.

Nous avons bavardé gaiement et sommes rentrés ensemble ; comme elle avait appris à cette occasion, mes origines alsaciennes et qu'elle faisait du piano, elle s'exerçait tous les soirs en jouant la «Marche lorraine» ; mon oncle, ayant cru comprendre que ces notes patriotiques pouvaient être un code secret entre nous, m'interdit de lui parler!

Les fins de semaine se terminaient par une sortie chez les cousins de Lesperon Joseph et Marguerite Mora ou de Morcens chez leur fille Marie-Thérèse, qui avait épousé un médecin, Gérard Lagardère, ami de Jean Mora, lui-même médecin, dont vous apercevez les deux petites filles, Monique et Josette ; les deux médecins disparurent pendant la petite guerre, de maladies intercurrentes et non sur le champ de bataille et nous voici arrivés au 18 juin 1940.

Je n'avais, certes, pas entendu l'appel du général de Gaulle mais deux jours plus tard, je devins gaulliste... Et voulus partir aussitôt à Bordeaux pour rejoindre l'Angleterre. Ma détermination suscita chez mon oncle une sainte colère ; car il était devenu, comme tous les anciens combattants de 14-18, un



inconditionnel du maréchal Pétain ; «N'imité pas ton oncle Paul, disait-il, qui, poussé par sa mère, s'engagea dans l'armée en 1914, avant d'avoir passé son bac et qui n'eut jamais le courage de le passer après 1918»... il finit ainsi, par me convaincre d'attendre la suite des événements, de me présenter au bac de philo, au terme duquel il me conseillait de prendre contact avec les réfugiés alsaciens qui se trouvaient à Dax et dans les environs, pour organiser leur retour au pays. Et c'est avec un sentiment, mélangé de remords et de colère que j'acceptai, contre mon gré, ce programme dont l'accomplissement assombrit quelque peu les derniers jours de mon séjour landais et les adieux que je fis à mon oncle et à ma tante, qui, pourtant, m'avaient accueilli comme un fils pendant onze mois. Après avoir passé l'écrit du bac philo le 5 juillet et avoir rendu mon uniforme de préparation militaire au camp d'aviation, j'attendis trois semaines avant d'avoir le résultat : reçu avec mention assez bien; l'oral était réservé aux candidats dont la note était au-dessous de la moyenne.

A LA CROISÉE DES CHEMINS : ANGLETERRE OU RETOUR EN ALSACE ?

Début août, j'essayais à nouveau de convaincre mon oncle de l'opportunité d'un départ, encore possible, pour l'Angleterre avec un réfugié belge qui détenait une filière bordelaise ; ayant obtenu de lui la permission de faire un voyage vers Biarritz et Saint-Jean-de-Luz avec cet ami belge, je fis une incursion dans les Pyrénées pour explorer la possibilité de rejoindre l'armée d'Afrique par l'Espagne mais le périple à travers ce pays, la méconnaissance de la langue et le régime franquiste nous apparurent comme des arguments négatifs et un sérieux handicap ; après l'abandon de cette voie et les difficultés augmentant avec le temps, j'acceptais, à regret, de rentrer en Alsace avec les réfugiés des bords du Rhin ; nous arrivâmes dix jours plus tard à Mulhouse en traversant la France d'ouest en Est et en remontant la vallée du Rhône ;

arrivé à Belfort et pris de remords, je voulus abandonner le convoi pour me réfugier chez l'amie de mes parents qui m'avait accueilli cinq ans auparavant lors de ma fugue de l'institution Sainte-Marie. Mais l'idée d'être aussi proche de mes parents et de ne pas les revoir avant de faire le grand saut vers l'inconnu, refroidit mes ardeurs et je remontai dans le train avec mes compagnons d'infortune et de voyage.

Mon père vint me chercher à la gare à Mulhouse, pour me dire qu'il m'avait envoyé de l'argent parce qu'il pensait bien que je resterais en France ; j'ai appris ainsi que l'Alsace était annexée, malgré l'absence d'un traité de paix, et que les Allemands se considéraient ici comme chez eux et qu'ils avaient remplacé toutes les administrations françaises. La faculté de Strasbourg s'était réfugiée à Clermont-Ferrand ; une nouvelle faculté d'obédience allemande n'ouvrirait ses portes que dans un an, mais avec un personnel enseignant composé d'Alsaciens acceptant l'annexion et d'Allemands envoyés du Reich. Furent expulsés de la province annexée tous les juifs, les Alsaciens porteurs d'une décoration française. Ma mère avait été dénoncée comme demie-juive en raison de son nez cassé lors de l'accident de voiture et surtout en raison de son père et de ses deux frères, engagés volontaires français en 14-18. Mon Père, connaissant le sort réservé aux juifs, prouva que son épouse ne l'était pas et accepta de faire les inventaires des biens meubles des familles expulsées ; charge qui lui valut de sérieux ennuis à la Libération.

A LA CROISÉE DES CHEMINS : ÉVASION OU FRIBOURG ?

Il ne me restait que deux solutions : accepter à contre-cœur de m'inscrire dans la faculté allemande la plus proche, Fribourg-en-Brisgau ou de passer la ligne de démarcation dans les Vosges ou à la frontière suisse. Fin août 1940, mon père m'envoya à Fribourg pour retrouver Albert Hakelsberger, un ancien camarade de guerre, devenu député, membre

du parti centriste, chrétien et antinazi. Emprisonné par les nazis, il était hospitalisé à Fribourg dans un service de médecine ; ayant retrouvé sa trace, je n'ai malheureusement pas pu l'approcher ; il mourut quelques semaines plus tard sans avoir pu revoir ni sa femme ni ses enfants... Depuis deux ans, je cherche en vain à joindre ses fils ou petits fils, qui ont repris les rennes de l'industrie créée par leur arrière-grand-père, un Van Eyck, descendant du célèbre peintre hollandais du XVIème siècle.

En octobre 1940, je décidai de partir pour Fribourg, m'inscrire normalement en faculté de droit et embrasser la carrière de notaire ; il n'était plus question de passer les concours des grandes écoles !!! Je me rappelle encore la salle des pas perdus et la grande Aula de l'université de Fribourg, nouvellement reconstruite, sur laquelle donnaient les guichets d'inscription des différentes facultés, et au milieu de laquelle trônait une banque d'accueil réservée aux Alsaciens ; l'accueil se voulait chaleureux, compréhensif et efficace.



A LA CROISÉE DES CHEMINS : DROIT OU MÉDECINE ?

Après avoir écouté la marche à suivre, je pris mon destin en main et au grand étonnement de mon père, je partis, vers la gauche (mon côté, congénitalement le plus fort !!!) pour m'inscrire en faculté de médecine, me rappelant les exhortations de mon grand-père maternel « Être médecin est le métier le plus exaltant du monde ». Ce choix était aussi dicté par l'impression que j'avais ressentie depuis quelques semaines que dans cette faculté, je pourrais plus facilement obtenir un certain nombre d'années de sursis et éviter ainsi une éventuelle incorporation dans l'armée allemande. Je remercie, 70 ans après, les mânes de mon grand-père de m'avoir suggéré cette sage décision. Car, comme nous le verrons par la suite, ce fut le bon choix et c'est ainsi que commença ma carrière d'étudiant en médecine au grand regret de mon père, qui n'accepta que plus tard mes arguments...

Très rapidement, je trouvais une chambre grâce aux aides de l'administration allemande qui, pour amadouer ces nouveaux «citoyens» réticents et peu coopérants, leur avait accordé des bourses d'études. Ces facilités finirent par convaincre quelques-uns parmi nous de la bonne volonté du Reich à notre égard. Dès notre inscription, nous fûmes d'office incorporés dans les fameuses corporations d'étudiants appelées «Kameradschaft». Celle dans laquelle je me suis retrouvé avec six camarades alsaciens de Strasbourg et de Mulhouse (Merklen Hilbert, Hollender, Lutz-Sorg, Gøetz) s'appelait WIDUKIND, nom prédestiné d'un chef païen, sorti droit de la mythologie teutonique et emblématique de la résistance saxonne à la christianisation de son peuple, face aux Francs et à Charlemagne, leur roi. Plus de mille ans, après sa mort, un monument à la mémoire de Widukind fut érigé en 1899, à Herford, signe de l'attachement des Allemands aux personnages mythiques de leur histoire. C'est dire l'adéquation de ce nom avec la doctrine nazie.

Le «Führer» - c'était son titre - responsable de cette

compagnie était un garçon de Hanovre, avec des allures de hobereau prussien, totalement acquis aux théories raciales nazies. Pour être dans les normes, il fallait pratiquer deux fois par semaine un sport (boxe, natation ou escrime) et prendre part à une réunion politico-raciale dans une maison du quartier le plus cossu, le «Schlossberg», réquisitionnée pour cette corporation après expulsion des propriétaires juifs.

Les Alsaciens inscrits dont je faisais partie et qui appartenaient tous à la faculté de médecine ou de chirurgie dentaire n'avaient cure de suivre ces instructions, si bien qu'au bout de trois mois, nous avons reçu, pour manque de discipline et d'élan patriotique, une lettre d'exclusion dans laquelle le «Führer» précisait qu'il supprimait le tutoiement à notre égard ; cette lettre, nous l'avons tous gardée en souvenir



de ces temps héroïques et difficiles. A cette occasion, mon père nous avait tous invités à Cernay, comme l'atteste cette photo prise dans le parc. Tous mes amis étaient, bien sûr, antinazis et anti-allemands et n'auraient jamais accepté de venir, chez nous s'ils avaient cru, un instant, que mon père était pro-allemand!!!

Dès lors, notre situation vis-à-vis de l'administration universitaire allemande devint compliquée d'autant que, un an plus tard, l'un de nous, Louis Hollender s'était évanoui dans la nature, pour rejoindre la France. Il retrouva la faculté de Strasbourg à Clermont-Ferrand, s'engagea dans le service de santé militaire, fit partie des libérateurs de Paris et accéda

plus tard au titre prestigieux de Président de l'académie de médecine.

Je voudrais dire un mot sur le cursus des études médicales en Allemagne ; douze semestres validés étaient nécessaires pour se présenter au diplôme d'État, qui vous conférait le titre de médecin. Les vacances étaient réservés à des stages d'internat mais pour accélérer la formation des médecins, l'administration avait décidé de réduire les vacances universitaires à un mois pour valider trois semestres au cours d'une année. C'est ainsi que d'octobre 1940 à septembre 43, je validai neuf semestres. Malgré nos études médicales et notre statut d'alsacien, Wagner, le Gauleiter de Strasbourg, décida de supprimer les sursis et d'incorporer les classes 40, 41, 42 et 43. Il spécifia que, dans le cas d'une évasion vers la Suisse ou la France, nous étions considérés comme insoumis, donc passibles de la cour martiale, avec, en cas de succès, des répercussions sur les familles qui seraient, non plus expulsées vers la France, mais déportées en Allemagne.